


Les Républicains ne remettront pas en cause la réforme territoriale

En cas d'alternance, les candidats à la primaire de la droite plaident pour la " stabilité "

 Ils ont passé des mois à vilipender ce " *cafouillage administratif qui ne tient aucun compte des réalités historiques* ", selon Nicolas Sarkozy, le 19 novembre 2014, ou ce " *cafouillage désordonné* ", selon Alain Juppé lors d'une conférence, le 15 septembre 2015. Aujourd'hui, alors que les maires sont réunis en congrès à Paris du 31 mai au 2 juin et que l'éventuelle alternance se rapproche, les candidats du parti Les Républicains (LR) à la primaire de la droite et du centre sont beaucoup plus mesurés sur la réforme territoriale, que ce soit sur la fusion des régions ou sur le renforcement des intercommunalités. Si tous envisagent des améliorations, aucun ne promet plus une abrogation.

Avant les élections départementales et régionales de 2015, Nicolas Sarkozy en avait pourtant fait un thème majeur de ses meetings en s'engageant à défaire cette nouvelle organisation des régions. " *Nous ne sommes pas engagés par cette politique et lorsque nous reviendrons aux responsabilités, nous déferons ce qui a été si mal construit, à l'inverse de l'âme de votre région* ", avait déclaré l'ancien président de la République le 19 novembre 2014, à Mulhouse en dénonçant une réforme pensée pour " *satisfaire les ambitions des barons socialistes* ". De quoi ravir les 2 000 sympathisants alsaciens en colère contre la fusion de leur région avec la Lorraine et Champagne-Ardenne qui l'avaient acclamé ce soir-là.

Nouvelle ligne

Quelques mois plus tard, dans un entretien à *Corse Matin*, le 18 août 2015, le président du parti Les Républicains continuait à critiquer une " *réforme ratée (...) fondée sur un postulat : détruire ce que nous avons bâti* ", une façon de regretter la disparition du conseiller territorial. Mais il ne parlait plus du tout de son abrogation.

Dans un entretien au *Monde* publié samedi 28 mai, François Baroin, président de l'AMF et futur soutien de M. Sarkozy, a confirmé la nouvelle ligne : " *Ils - les élus - éprouvent un besoin de stabilité plutôt qu'un besoin de projection vers une nouvelle organisation. Je sais l'attachement de certains à revisiter la réforme territoriale. Mais les élus, tout comme les acteurs socio-économiques, ont besoin de respirer.* "

Alain Juppé partage exactement la même opinion. " *Certains veulent tout remettre à zéro en 2017. Mais les conseillers régionaux viendront d'être élus, les conseillers départementaux viendront d'être élus. Les élus locaux ont besoin de stabilité* ", avait expliqué l'ancien premier ministre lors d'une conférence devant le Syndicat national du béton prêt à l'emploi, le 15 septembre 2015.

Dans un texte diffusé sur son site Internet le 2 février, le candidat à la primaire plaidait pour rester dans le cadre actuel en l'assouplissant : " *Il s'agit de bâtir une organisation territoriale à la carte, favorisant les mutualisations choisies en sortant de la vision centralisée.* " L'idée de M. Juppé est de s'adapter aux différents territoires. " *Là où il y a une grande métropole, le département n'a plus sa place. En revanche, là où on est dans la ruralité, l'échelon départemental va certainement perdurer* ", précisait-il, en septembre 2015.

François Fillon est celui qui s'engage le plus franchement, en promettant une nouvelle réforme. S'il est élu en 2017, l'ancien premier ministre veut aller jusqu'à la fusion des régions et des départements, une des idées non abouties du quinquennat de Nicolas Sarkozy, et faire de cette question le sujet d'un des cinq référendums qu'il soumettra aux Français. " *Si on veut baisser la dépense publique, il faut moins de collectivités. C'est-à-*

dire le rapprochement des départements et des régions avec la réforme que nous avons mise en place dans le quinquennat précédent qui consistait à avoir un seul élu pour les deux collectivités ", avait analysé dans les colonnes du Point le candidat à la primaire, le 27 août 2015.

M. Gr

© Le Monde

article précédent

Primaire de la droite : la chasse aux...

article suivant

" Il faut sortir de l'hystérie...